

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Chambre de commerce : début de la campagne

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

Le ministre du Commerce et des Petites et moyennes entreprises (PME), Yves Fernand Manfoumbi, a lancé le 13 mai dernier au cours d'une rencontre avec les opérateurs économiques, à la Chambre de commerce de Libreville, la campagne en vue du renouvellement du directoire de cet outil de développement économique au service de l'essor du secteur privé. Ladite campagne prendra fin le 9 juin prochain.

Les inscriptions sur les listes se feront donc durant quatre semaines. Yves Fernand Manfoumbi a exhorté les opérateurs économiques à souscrire au renouvellement du bureau de la Chambre de commerce du Gabon. Pour lui, c'est un engagement qui devrait redonner à cet organe consultatif toutes ses lettres de noblesse. "À travers la vision du Plan d'accélération de la transformation, il s'agit de faire repositionner le secteur privé comme moteur de la croissance économique. Mais, pour que le secteur privé soit moteur de la croissance économique, il faut que nous puissions avoir un secteur économique dynamique et cela passe par la présence d'une plateforme telle que la Chambre de commerce", a-t-il souligné.

Saluant l'implication du ministre du Commerce dans cette élection, et au regard des enjeux à venir, le président sortant de la Chambre de commerce, Jean-Baptiste Bikalou, a invité tous les acteurs à privilégier le dialogue et à mettre en avant les intérêts généraux et collectifs de la sphère des affaires plutôt que les ambitions personnelles.

"La chambre de commerce est certes un établissement public, mais c'est avant tout, un instrument de développement économique au service de l'essor du secteur privé. Par notre engagement sans faille et sans condition, nous pouvons nous, grandes, moyennes et petites entreprises, faire de la chambre de commerce un creuset véritable de création de valeurs et de richesses pour l'économie de notre pays", a-t-il indiqué.



Le ministre Yves Fernand Manfoumbi durant le lancement de la campagne.

## SEEG : de nouvelles perturbations sur le réseau d'eau

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

Un nouvel incident survenu sur le réseau de distribution d'eau de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) perturbe depuis hier la desserte en eau potable dans les zones du centre-ville de la capitale et la commune d'Akanda au nord de Libreville.

" Suite aux fortes pluies enregistrées ces derniers jours dans l'agglomération de Libreville, un éboulement de terrain survenu ce lundi 16 mai 2022 aux environs de 9h 30, au PK18 dans la zone de Bikélé, a entraîné le déboîtement de la canalisation de transport DN 1 200 reliant Ntoum et Libreville", précise le communiqué de la SEEG.

La vétusté des installations pourrait être à l'origine de ces incidents à répétition. Déjà, le mercredi 29 décembre 2021, cette entreprise enregistrait pareil incident. À savoir un déboîtement sur l'une de ses conduites de transport d'eau potable vers Libreville. L'incident était aussi survenu après une forte pluie. Celle-ci avait provoqué un glisse-



Une vue du tuyau cassé de la SEEG.

ment de terrain juste à l'entrée de la ville de Ntoum, située à 30 km de la capitale. Cette rupture de tuyaux avait profondément perturbé la distribution de l'eau dans plusieurs quartiers de Libreville, amplifiant ainsi le stress hydrique au sein de la population.

À cette allure, des opérations de contrôle des installations apparaissent pourtant urgentes. La SEEG dispose de deux grandes conduites de transport d'eau potable sur Libreville. L'une de 1 000 millimètres de diamètre et une autre de 200 millimètres de diamètre.

Sur le nouvel incident, le communiqué ne précise pas la date du retour à la normale de la distribution d'eau potable.

### Recherche d'un administrateur indépendant d'un EMF 2<sup>ème</sup> catégorie

Etablissement de microfinance (EMF) basé à Libreville en phase de développement, conformément à nos statuts, nous recherchons un administrateur indépendant justifiant d'une **expérience d'au moins 10 ans** dans l'évaluation des risques de financement PME/PMI, des entrepreneurs individuels ou des particuliers.

Le ou la candidat (e) doit être un professionnel en activité ou retraité, diplômé (e) en gestion financière, droit ou dans des domaines connexes, et doit justifier de connaissances approfondies de la réglementation et des bonnes pratiques du secteur des EMF. Le poste est rémunéré.

Les réponses et toutes questions sur les détails de l'offre sont reçues à **projetemfgabon@gmail.com**, au plus tard le **01 juin 2022** à 12h précises. Le dossier doit comprendre une lettre de motivation signée et un CV détaillé.